

DEUXIÈME FORUM DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE (12 janvier 2008)

RÉSOLUTION SUR LE BILAN DES LUTTES DE L'AUTOMNE 2007

Les participants au deuxième forum pour un syndicalisme de classe et de masse

- constatent que les travailleurs sont aujourd'hui soumis à une offensive sans limite du grand patronat contre leurs droits sociaux et démocratiques. Amplifiant les politiques menées depuis de longues années, le Capital entend prendre de vitesse la résistance ouvrière et populaire en appliquant sa thérapie de choc dans tous les domaines, en ciblant en même temps toutes les conquêtes des travailleurs depuis un siècle et demi.

- se réjouissent des luttes de l'automne 2007 contre ces attaques du grand patronat, de son gouvernement et de l'Union européenne. Leur ampleur témoigne d'un haut niveau de combativité des travailleurs dans un grand nombre de secteurs dès que les conditions sont réunies, et malgré l'omniprésente propagande des médias aux ordres. Cela confirme la volonté de résister, comme en 2003 (réforme Fillon des retraites), 2005 (victoire du Non au référendum sur le TCE), 2006 (CPE), etc. Les cheminots et les agents RATP en particulier ont mené une grève reconductible contre la casse de leurs régimes de retraite et du service public de transport, et les étudiants ont fait grève et bloqué les universités pendant plusieurs semaines contre la loi Pécresse.

- considèrent que ces luttes ont été trahies par les principales directions syndicales, non seulement par celle de la CFDT, mais aussi par les directions de la CGT et de la FSU malgré la combativité de nombreux syndicats et militants de base. La direction de la CGT a refusé de soutenir les revendications des grévistes (non à la casse des régimes spéciaux, maintien des 37,5 annuités, non à la décote, non à l'indexation des pensions sur les prix, pour la construction d'une convergence des luttes) et affaibli leur mouvement la veille même de la grève reconductible (rencontre de Bernard Thibault avec le ministre Larcher), cassant l'unité des grévistes et toute perspective de victoire par l'acceptation de « négociations » entreprise par entreprise sur la base du projet gouvernemental rejeté par la base ! La direction de la FSU a refusé d'appeler à la grève du 18 octobre et de combattre pour la convergence des fonctionnaires avec les salariés des régimes spéciaux. De même, dans les Universités, non seulement l'UNEF a fait son possible pour sauver la loi LRU et casser la grève étudiante, mais les directions du SNESup-FSU et de la FERC-CGT ont refusé d'appeler les personnels à la grève, laissant les étudiants isolés et victimes d'une répression massive (présidents d'universités, vigiles privés, police, tribunaux...).

- considèrent que cette trahison des luttes ne fait qu'exprimer une orientation générale qui est celle du « syndicalisme d'accompagnement », consistant à négocier la régression sociale au lieu de la combattre. C'est ainsi que la direction CGT, comme celles des autres organisations, participe avec empressement aux conférences et à l'agenda social 2008 lancés par Sarkozy pour accompagner la casse sociale et qu'elle cautionne totalement le dispositif gouvernemental en « oubliant » de dénoncer la guerre menée contre les travailleurs. Lors de ses vœux, Sarkozy les a d'ailleurs publiquement remerciées de cette participation à la mise en œuvre de sa politique ! Quand le capital félicite les directions syndicales, c'est qu'il est plus que temps pour les travailleurs de les chasser. Elles sont désormais ralliées à l'horizon éternel du capitalisme, renonçant à l'objectif de l'émancipation qui avait fondé le mouvement ouvrier au 19^e siècle. Elles reconnaissent le pouvoir du Capital et cela les conduit à se soumettre à son fonctionnement régressif et à l'accompagner dans sa course au profit maximum et aux contre-réformes. Abandonnant la théorie et la pratique de la lutte de classe, le « syndicalisme rassemblé » divise les luttes, rabaisse les mots d'ordre, soumet les travailleurs aux intérêts et aux stratégies du MEDEF et débouche toujours sur le pire de la régression, tout en prétendant au moindre mal par la concertation ou la collaboration entre « partenaires sociaux ». Les directions qui portent et imposent ce syndicalisme, regroupées au sein d'internationales jaunes (CES financée par l'UE, CSI) intégrées aux institutions officielles du capitalisme, jouent de plus en plus ouvertement le rôle « *d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier* ». Elles constituent un danger mortel pour le syndicalisme de classe et de masse : il faut s'unir pour les combattre de toute urgence.